

Où va la "gauche" ?

La fondation récente d'un nouveau collectif politique au plan national – la Gauche anticapitaliste – découle d'un constat: la gauche... n'est plus la gauche. Et la dite "extrême gauche", regroupée sous la bannière "A Gauche toute!", n'est guère une alternative à la politique social-libérale des dirigeants du Parti socialiste et des Verts.

Il y a eu une double rupture par rapport à ce qu'était, auparavant, la gauche. Tout d'abord, la rupture s'exprime par le renoncement définitif de la part de l'ancienne social-démocratie à toute politique concrète de préparation d'un "au-delà du capitalisme", alors que François Mitterrand, pour ne prendre qu'un exemple, utilisait encore la formule, en 1981, de "rupture avec le capitalisme". Cette involution a été plus ou moins significative selon les pays. En Suisse, dans la mesure où la référence au socialisme était déjà largement mythique, cela a eu un impact limité. Cela dit, les marges considérées par la dite "gauche" comme possibles pour une politique "sociale" n'ont cessé de se rétrécir, d'où la disparition de tout projet de réformes, même limitées, dans quelque domaine que ce soit. La personnalité qui symbolise le plus le Parti socialiste (PS), Micheline Calmy-Rey, loin d'envisager quelque réforme que ce soit, est même la représentante la plus zélée des intérêts de la bourgeoisie suisse au plan international, en défendant notamment ardemment le secret bancaire, la politique de défiscalisation du Capital et les accords bilatéraux avec l'Union européenne (UE).

Deuxièmement, il y a eu une forte distension des liens des directions anciennement social-démocrates avec les salarié-e-s, ce qui est allé de pair avec l'intégration croissante de ces directions à des segments de l'appareil d'Etat, dans des cadres entrepreneuriaux (régies publiques) et, dans une certaine mesure, du capital privé. La direction du PS est ainsi désormais constituée, pour l'essentiel, par des ministres (bourgeois), au plan local ou au niveau national, par des hauts commis d'Etat (Benedikt Weibel, Ulrich Gygi, etc.) et par des patrons de boîte (Jean-Noël Rey, Anita Fetz, etc.). Une coupure sociologique et culturelle plus nette que par le passé s'exprime ainsi entre ces élites et les catégories qu'elles seraient censées représenter. Les idées d'organisation et de luttes ont largement disparu de leur conception de l'action politique; dans leur univers mental, les salarié-e-s comme sujet collectif n'existent pas.

Une conclusion s'impose: il est désormais abusif de parler de social-démocratie, la mutation en social-libéralisme, "dont le contenu est le libéralisme et l'écume le social", pour reprendre la formule du "Manifeste" de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) d'Olivier Besancenot, est largement consommée.

Contribution décisive à la réalisation de projets de contre-réforme

Les sociaux-libéraux sont les agents actifs de la soumission de toutes les facettes de la vie sociale aux exigences de rentabilisation du Capital. En Suisse, ils ont ainsi apporté une contribution décisive à la réalisation de plusieurs projets de contre-réforme néo-conservateurs:

- ce sont eux qui ont démantelé les régies fédérales et qui imposent depuis une logique de rentabilité financière au détriment du personnel et des usagers/-ères, dont le plan de restructuration annoncé récemment chez CFF Cargo est l'énième illustration;
- ce sont eux qui ont permis de faire passer en votation populaire l'augmentation à 64 ans de l'âge de la retraite des femmes (10^e révision de l'AVS), condamnant des milliers de femmes à trimer deux années de plus¹;
- ce sont eux qui ont fortement contribué à l'introduction de la TVA, clé de voûte d'une contre-réforme antisociale visant à transférer une part croissante de la charge fiscale sur le dos des salarié-e-s, au profit du Capital;
- ce sont eux qui ont permis de faire passer la libéralisation du marché du travail (les "bilatérales"), une contre-réforme décisive pour imposer le dumping salarial et social.

¹ Et le relèvement de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans "n'est pas tabou", comme le dit le vice-président du PS Stéphane Rossini (*La Liberté*, 12 février 2008)...

Malgré la violence de son offensive néo-conservatrice, déployée pleinement dès le début des années 1990, la bourgeoisie n'a ainsi pas remis en cause la tradition helvétique de la "concordance", à savoir l'intégration permanente du PS à la formulation et à la mise en œuvre de la politique des pouvoirs publics à tous les niveaux (Confédération, cantons, communes). Elle est en effet parfaitement consciente que cette intégration facilite la mise en œuvre de sa politique néo-conservatrice: elle donne une caution, politique et idéologique, prétendument de "gauche", à cette politique ²; elle permet de faire passer les projets qui suscitent le plus de réticences auprès de la base du PS.

Pierre-Yves Maillard, le combatif?

Au niveau cantonal, le topo est le même. Lorsque les dirigeant-e-s de la "gauche" sont minoritaires au Conseil d'Etat, ils/elles travaillent main dans la main avec la droite, à l'image du canton de Vaud, dans le cadre de gouvernements unis "sur le long terme", comme l'indique Jacqueline de Quattro, conseillère d'Etat radicale ³. Ainsi, la "socialiste" Anne-Catherine Lyon, cheffe du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, n'a pris la moindre initiative visant à remettre en cause "l'extrême sélectivité du système scolaire vaudois", pour reprendre les propos de Philippe Nendaz, chef de l'Office de l'enseignement spécialisé du canton de Vaud ⁴. Quant à son collègue Pierre-Yves Maillard, il se croit investi d'une mission essentielle: traquer les fraudeurs... de l'aide sociale ⁵. Par contre, il n'a jamais rien entrepris pour remettre en cause les privilèges réservés aux possédant-e-s, tels que le forfait fiscal. Sur cette question, il se positionne à droite... des rédacteurs en chefs de *L'Illustré* et du *Matin*, qui ont, l'un, critiqué le caractère "archi-avantageux", voire "simplement illégal" du forfait fiscal ⁶ et, l'autre, dénoncé la passivité du Conseil d'Etat face aux "fuyards du fisc", qui abusent indûment de ce privilège aux relents moyenâgeux ⁷. L'attitude de Pierre-Yves Maillard s'inspire probablement de la même logique ayant présidé à sa récente prise de position sur la fermeture, au cours de ces dernières années, de cinq maternités publiques, qui avait suscité une vive émotion dans les régions concernées (Château-d'Oex, Moudon, la Vallée de Joux): "Ce qui a été fait a été fait", a-t-il déclaré ⁸... N'oublions pas non plus le soutien indéfectible des ministres du PS et des Verts au projet de reclassification des salaires à l'Etat de Vaud, dont les objectifs essentiels sont la diminution des normes salariales pour certaines fonctions et la réduction de la progression salariale annuelle.

Et quand elle est majoritaire... c'est pire !

Jusqu'il y a quelque temps, le PS justifiait sa politique au nom du fait qu'il était minoritaire, tant au Conseil fédéral que dans les gouvernements cantonaux. Or, dans plusieurs cantons, la "gauche" est désormais majoritaire. Le bilan est sans appel: elle mène "cette politique de droite... que la droite n'a pas su faire" ⁹.

Les mesures décidées à Genève et à Neuchâtel illustrent davantage que de longs discours la nature de cette "gauche":

- Dans le canton de Genève, le forfait de base de l'aide sociale a été revu à la baisse: il a passé de 1030 francs à 960 francs par mois; auparavant, plusieurs prestations complémentaires avaient déjà été liquidées. "L'un dans l'autre, ce sont 400 francs par personne en moyenne qui ont été pris dans la poche des plus démunis." ¹⁰ Dans la même

² Nicolas Sarkozy a choisi une logique similaire: nommer des ministres dits "de gauche" et attribuer des mandats à des personnalités du même bord pour donner une caution "de gauche" à une politique de droite, répondant aux intérêts de la bourgeoisie française.

³ *L'Agefi*, 15 novembre 2007.

⁴ *Le Temps*, 24 décembre 2007.

⁵ Voir *24 heures* du 1^{er} mai 2007, au titre éloquent: "Les fraudeurs sont traqués avec rigueur".

⁶ *L'Illustré*, 6 février 2008.

⁷ *Le Matin*, 30 janvier 2008.

⁸ *Le Temps*, 11 mars 2008.

⁹ *Bilan*, 10 mai 2006.

¹⁰ *Le Courrier*, 24 février 2007.

logique, l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires par l'Etat ont été supprimés, créant des situations dramatiques pour de nombreuses mères de famille avec enfants à charge. Le gouvernement s'est aussi attaqué aux emplois temporaires, qui permettaient aux chômeurs/-euses en fin de droit de toucher de nouvelles indemnités. Enfin, il a fait passer, avec la complicité des dirigeant-e-s de solidaritéS, une nouvelle loi qui facilite grandement les licenciements des salarié-e-s de la fonction publique, au point que le député libéral Pierre Weiss se réjouit que "désormais, l'Etat rejoint le privé"¹¹.

- Dans le canton de Neuchâtel, le Conseil d'Etat s'est attaquée aux subsides pour l'assurance maladie et aux prestations complémentaires AVS/AI. C'est ainsi qu'un couple de retraité-e-s touchant mensuellement 2850 francs de rente a vu ses subsides diminuer, en 2006, de 3456 francs! Il s'en est pris aussi à l'argent de poche alloué aux pensionné-e-s des établissements pour personnes âgées. Conséquence: comme l'écrivit l'une des personnes concernées, "nous devons restreindre nos derniers plaisirs tels que le coiffeur ou le tabac"¹². Le gouvernement n'a évidemment pas oublié les salarié-e-s de la fonction publique: entre les comptes de 2006 et ceux de 2007, la masse salariale a été réduite de 41 millions (8,7%); l'effectif de l'administration a fondu en deux ans de 2314 équivalents plein temps à 2172¹³. De surcroît, dès 2009, les rentes ne seront plus calculées sur la base du dernier salaire, mais de la moyenne des cinq dernières années, et ne seront plus indexées qu'à hauteur de 50% de l'augmentation de l'indice des prix. Enfin, le Conseil d'Etat remet en cause les prestations des services publics. Au menu: le démantèlement d'unités de soins, la fermeture de la maternité de Couvet par exemple¹⁴, la diminution de la qualité de la prise en charge des enfants dans les crèches¹⁵, l'externalisation du domaine de la psychiatrie, l'autonomisation du Service des automobiles et de la navigation, etc.

Résultat des courses: "entre 2002 et 2006, le revenu disponible de plusieurs catégories de la population a baissé tant à Genève qu'à Neuchâtel. (...) Les chiffres sont sans concession: pour une famille, avec deux enfants, revenu annuel de 52 911 francs, le revenu finalement disponible est passé à Neuchâtel de 33 953 francs en 2002 à 31 252 francs en 2006. La perte est sèche: 2701 francs. A Genève, le constat est tout aussi accablant: entre 2002 et 2006, le revenu disponible passe de 36 729 francs à 34 602 francs (-2127)." ¹⁶

Ponctions salariales, diminution des prestations sociales...

Dans les communes où la "gauche" est majoritaire, le tableau est similaire.

A la Ville de Lausanne, la Municipalité a réduit le salaire à l'embauche d'une série de fonctions, dont celui des secrétaires avec un CFC d'employé-e de commerce (baisse de 400 francs environ par mois!), et remis en cause les "régimes spéciaux" en matière de retraite (augmentation de l'âge, diminution du niveau des rentes). A la Ville de Genève, ce n'est guère mieux. Au menu: blocage des effectifs, gel des annuités extraordinaires et réduction de la participation de l'employeur aux primes d'assurance maladie. L'exécutif s'est même attaqué à l'aide communale versée aux retraité-e-s les plus modestes (185 francs par mois pour les personnes seules et 265 francs pour les couples). Idem à Neuchâtel: l'année dernière, les employé-e-s de la commune ont subi une ponction salariale de 1%, qui s'est ajoutée à une "cotisation d'assainissement" de 0,8% pour la caisse de pension. Le nombre d'employé-e-s a passé de 961 en 2004 à 874 en 2007. Les salarié-e-s en ont payé le prix fort, à l'image de ceux du Service des sports, fortement sollicités par l'inauguration du nouveau stade de la Maladière. C'est ce que soulignait dernièrement

¹¹ *Tribune de Genève*, 22 janvier 2008.

¹² *L'Impartial*, 24 février 2007.

¹³ *Le Temps*, 19 février 2008.

¹⁴ Le radical Roland Debély, chef du Département de la santé et des affaires sociales, a crû bon de relativiser comme suit les effets néfastes de cette politique: "L'accès global aux soins sera adéquat pour plus de 80% de la population" (*L'Impartial*, 31 janvier 2008)...

¹⁵ L'espace garanti pour chaque enfant a ainsi passé de 4 à 3 mètres carrés, tandis que le taux d'encadrement a été réduit (une responsable pour 15 enfants dès 4 ans, contre 10 bambins à présent) (*L'Impartial*, 19 décembre 2007). Ce qui fait dire au déjà cité Roland Debély que les crèches "doivent travailler à flux tendu" (*L'Impartial*, 31 janvier 2008). En fait, comme l'on relevé plusieurs associations, "on passe d'une approche éducative au gardiennage" (*Le Temps*, 19 décembre 2007).

¹⁶ *Le Matin dimanche*, 1^{er} septembre 2007.

l'ancien chef de ce service, Etienne Dagon: "(...) je trouve triste que des membres de mon équipe aient été autant affectés par le manque de ressources. Que l'on ait sacrifié leur santé, et la mienne, sur l'autel des économies, celles-là même que la Ville a glorifiées lors de sa conférence de presse en se gardant bien d'avouer quelles influences dramatiques elles ont eues sur leurs fidèles et dévoués employés (...): des vies brisées durant de longs mois, voire des années." ¹⁷

"Quand la gauche gagne, elle ne gagne pas à être connue"

Bref, "quand la gauche gagne, elle ne gagne pas à être connue. (...) On se dit que c'était bien la peine de vitupérer le néolibéralisme de David de Pury ou de Christoph Blocher. Parce que ce ne sont ni David de Pury ni Christoph Blocher qui écornent les prestations sociales, égorgent la fonction publique, réduisent linéairement les dépenses. Ce ne sont ni Pierre Triponez ni Pascal Couchepin qui sacrifient l'écologie à l'industrie, licencient les fonctionnaires, dénoncent l'angélisme social. (...) Les familles? Elles paieront. La maternité? On ne paiera plus. Les exclus? Ils n'ont qu'à travailler. Les malades? Qu'ils crachent au bassinet (...)." ¹⁸ La conclusion de l'éditorialiste du *Courrier* paraît dès lors lucide: "Cela finira par ébranler les convictions des citoyens qui pensent influencer par les urnes des orientations politiques et sociales différenciées. (...) A la prochaine échéance, la gauche pourra continuer à se lamenter face à la montée des populismes." ¹⁹

¹⁷ *L'Impartial*, 11 mars 2008.

¹⁸ *Saturne*, 3 février 2006.

¹⁹ *Le Courrier*, 7 novembre 2007.